

Le Conflit Israélo-Palestinien ? Parlons-en !
Avec Béchir Saket et Denis Charbit
le 27 juin 2024 au Forum 104
Débat animé par Marc Lebret

Questions non posées :

- La tradition juive a apporté la loi du Talion : œil pour œil, dent pour dent = on ne surenchérit pas à l'agression de l'autre.
Jésus le Juif, est allé plus loin : l'amour de l'ennemi, tendre la 2° joue quand il s'agit d'échapper au cercle vicieux de la violence.
Avec cette guerre, le gouvernement juif actuel retourne-t-il à avant la loi du Talion ?
- L'agression du 7 octobre est terroriste : elle vise les civils. Mais la réponse, qui vise les combattants du Hamas, tue au moins 20 fois plus de civils.
De nouveau, elle est jugée disproportionnée par la communauté internationale.
- Avec cette guerre, Israël cherche à annéantir le Hamas. Mais avec la haine que cela crée, notamment chez les jeunes générations, cela aboutit-il à son remplacement par d'autres Hamas ?

Merci aux intervenants et aussi aux bénévoles :

Christine Taïeb et Edgar Laloum de l'AJMF,
Morice, Paul, Carole, Leïla, Jan, Jeff et Cédric.

[] : ajouts de la rédaction à la relecture des termes du débat en vue d'une compréhension plus facile.

Marc Lebret présente l'association Carrefour des mondes et des cultures.

Frédéric Rochet, directeur du Forum 104, souhaite la bienvenue à celles et ceux qui découvrent la maison pour la première fois. « Vous êtes dans un lieu qui existe depuis quarante ans, qui a été fondé par les pères Maristes. Ce sont maintenant les Assomptionnistes qui ont repris le lieu. Les Assomptionnistes, c'est Bayard presse, le journal La Croix, le Pèlerin. La mission de la maison, c'est **favoriser l'unité dans un monde divisé, fracturé**, d'où cette décision d'ouvrir ce lieu à ce débat ce soir. Je n'ai pas longtemps hésité à dire oui à ce débat. Et donc, on est heureux de voir qu'il y a du monde. Donc, c'est heureux de voir que quelques mois après les événements du 7 octobre, il y a des gens qui sont désireux de réfléchir et d'échanger autour de cette thématique.

Marc : merci beaucoup Frédéric, ce lieu est vraiment important pour la vie associative parisienne. Sont aussi co-organisateur du débat de ce soir Edgar Laloum Vice-Président de l'AJMF Paris et Christine Taïeb Présidente, qui est à l'étranger en ce moment, mais qui a beaucoup aidé à l'organisation.

Alors **pourquoi** avoir organisé ce débat ce soir ? Le conflit israélo-palestinien est évidemment extrêmement important, symbolique et la guerre actuelle est la plus meurtrière depuis 1973. Le sujet est extrêmement sensible et personnellement, je me suis rendu compte qu'il était extrêmement **difficile de parler de ce conflit** avec des amis, notamment avec des amis juifs parce que le sujet les touche au plus haut point. Évidemment, il y a eu les attentats du 7 octobre, 1.200 morts, et si on rapporte ce chiffre à la population israélienne, qui est un peu plus de neuf millions d'habitants, par

rapport à la population française de 68 millions d'habitants, c'est comme s'il y avait eu 100 Bataclan. Donc 100 Bataclan, cela a été extrêmement traumatisant pour les juifs israéliens.

Du côté palestinien, et cela fait neuf mois que le conflit dure, il y a les 38.000 morts, de source Hamas. Même avec le temps qui passe, il reste difficile d'en parler, et pourtant, il est important me semble-t-il, de dialoguer, de ne pas garder au fond de son cœur des choses qui pourraient ensuite sortir et peut-être « exploser » à la tête de l'autre. D'où l'intérêt de la rencontre que nous organisons ce soir. Je trouve important et intéressant, et pour nous spécialement en France, d'écouter les deux parties et personnellement j'ai trouvé toujours vain d'être un militant d'un seul côté contre l'autre. La rencontre bilatérale, je dirais je dirais même multilatérale, est importante. N'oublions pas qu'il y a, en plus du judaïsme et de l'islam, le christianisme qui est d'ailleurs né là-bas, en Terre Sainte. Voilà, les tiers peuvent aussi aider faire des passerelles, des ponts, c'est ce que nous faisons ce soir.

Le sujet est sensible, et provoque quelquefois, disons, des agitations. Alors la « méthode » pour ce soir, c'est bien sûr **la sérénité**. Il faut qu'on puisse parler en toute sérénité. Il y a des désaccords avant ce débat, peut-être qu'il y en aura un petit peu moins après, je l'espère, mais il y a toujours des désaccords, et l'important me semble-t-il, c'est de pouvoir en discuter en toute sérénité.

Cette soirée est organisée en trois temps. Un premier temps sur les aspects historiques, c'est vraiment important de voir l'enchaînement, les ressorts historiques, de ce conflit israélo-palestinien, avec un focus spécial sur Gaza. Ensuite la situation actuelle vue des deux parties. Et puis nous essayerons de voir pour la suite quelles peuvent être les solutions d'avenir, comment le contexte politique peut évoluer. Certains disent que c'est dans les moments les plus critiques, les grandes crises, que peuvent surgir de manière surprenante, des solutions auxquelles on n'avait pas pensé.

1/3 LES RESSORTS HISTORIQUES

Nous allons commencer particulièrement avec Denis sur l'histoire, Béchir est en discutant, et va réagir. Je vais d'abord vous dire un mot de Denis, que vous avez peut-être écouté dans les médias. Denis est professeur de sciences politiques à l'Open University of Israel. Pour moi, c'est l'un des meilleurs spécialistes du conflit. Avec Elie Barnavi, il a écrit un livre l'année dernière qui s'appelle « Israël, idées reçues sur un pays qui attise les passions ». Béchir lui est vice-président de l'amitié judéo-musulmane de France-Paris.

Nous n'aurons pas le temps de rentrer dans tous les détails mais certains dans la salle ont collaboré à un texte sur l'histoire du conflit israélo-palestinien. On est même remonté jusqu'à Abraham estimé à -1.800, mais là ce n'est pas l'histoire, c'est la tradition puisque l'histoire commence véritablement plutôt avec David et Salomon vers -1.000. Le texte est disponible au fond de la salle et [ici](#)

Béchir : je vais vous donner pour commencer un 1^{er} outil pour déconstruire le réflexe de l'essentialisation. Nous, au sein de l'Amitié judéo-musulmane, on considère qu'il y a bien deux camps chez les Israéliens et les Palestiniens : il y a ceux qui ont intérêt à la paix et il y a ceux qui ont intérêt à la guerre et ce soir, c'est deux personnes qui ont intérêt à la paix qui vont débattre, qui vont échanger ensemble et donc elles ne débattent pas l'une face à l'autre, elles débattent ensemble.

La 2^e chose que je voulais dire, c'est le grand honneur que j'ai, moi qui n'ai que 29 ans, d'échanger et d'avoir lu un certain nombre d'ouvrages, d'écouter des podcasts, d'entendre les interventions de Denis

et vous dire aussi que je ne suis pas expert du sujet. C'est l'une de mes 5 ou 6 passions. Moi mon sujet d'expertise, c'est plutôt la construction des politiques de santé. Mais puisqu'il fallait donner le la et avoir quelqu'un pour échanger et avoir une certaine analyse, je me suis jeté à l'eau et donc je remercie Marc pour ce challenge et vous dire que donc je suis très heureux de participer, moins sur cette 1ère partie dédiée à l'histoire, plus sur la partie suivante. J'espère que j'apporterai un quelque chose d'original sur ce qu'on a l'habitude d'entendre puisque la parole des jeunes musulmans en France aujourd'hui est assez peu audible et finalement c'est l'occasion aussi de pouvoir donner le point de vue d'un jeune qui n'a pas vraiment de lien avec le cours israélo-palestinien dans le sens où j'ai grandi dans le 15^e arrondissement, donc je ne peux pas dire que j'ai grandi dans un territoire en conflit et que justement c'est tout le sujet de comment une génération peut se sentir concernée par un conflit et comment ensuite on peut aussi chercher à construire l'amitié, la relation entre les communautés.

C'est ce qu'on fait avec l'Amitié judéo-musulmane et je suis très content d'être avec mon co vice-président Edgar Laloum qui a écrit d'ailleurs un livre génial que je vous invite à lire : « les amandiers en fleurs de Jérusalem ». Je suis venu avec plein de livres aussi, donc je vous conseillerai les lectures de quelqu'un qui découvre et qui apporte une singularité dans le débat. Merci infiniment Marc pour cette invitation et cette proposition de participation.

Denis : je suis vraiment très heureux, très très honoré, très touché. C'est vrai que cette année est une année particulière sur le plan personnel. Je suis universitaire en année sabbatique, j'ai passé la première moitié de l'année c'est-à-dire d'août à décembre 2023 aux États-Unis dans une université dans le Vermont et je suis depuis la fin janvier jusqu'à la fin juillet 2024 en France au campus de Sciences Po Menton qui a fait pas mal parler de lui en même temps que Sciences Po Paris. Et je suis monté à Paris pour mai à juillet.

J'ai grandi en France, même si je vis en Israël depuis cinquante ans. Et c'est vrai que pour avoir vécu, je dirais très intensément, les événements qui ont secoué l'Etat d'Israël et la société israélienne, je dois dire que je porterai jusqu'à la fin de mes jours ce décalage puisque le 7 octobre, j'étais aux États-Unis dans cette université où j'ai enseigné. Et c'est vrai que je me suis souvent posé la question, est-ce que le regard que je porte sur Israël, sur la guerre, sur le 7 octobre, le 8 octobre, est-ce qu'il est dû à des convictions arrêtées et que j'ai depuis fort longtemps ou bien est-il dû à ce décalage, au fait de ne pas avoir vécu dans le pays ?

Pour le 7 octobre, j'ai déjà été gentiment harcelé par un grand nombre de journalistes francophones, anglophones, et hébreophones qui me sollicitent en général, à chaque fois qu'il se passe quelque chose [en Israël], qui ne savaient pas forcément que j'étais aux États-Unis, et ma 1ère réaction a été de dire : « non, je ne suis pas en mesure de parler ». J'ai eu envie de me laisser habiter par l'événement et j'ai observé un jeûne de parole publique. C'est-à-dire que tous les confrères journalistes qui étaient en général très, très à l'écoute, ont compris que je ne me sentais pas de répondre à : « est-ce que les accords d'Abraham vont être interrompus ? Est-ce que Netanyahu est obligé de démissionner ? Comment expliquez-vous que l'armée israélienne n'ait pas su réagir aussi bien et aussi vite qu'on l'attend d'elle ». Voilà j'ai senti une sorte de de nausée. Combien d'israéliens d'extrême droite disent : « si on n'avait pas quitté la bande de Gaza en 2005, cela ne serait pas arrivé ».

J'ai eu ce jeûne de la parole et puis bien entendu qu'un mois après, j'ai commencé à intervenir. Et je voudrais donc remercier les organisateurs de m'offrir ce temps-là d'une parole peut-être un peu particulière, on n'est pas devant la télévision, on n'est pas en adversaire mais on cherche les moyens de sortir de ce conflit, non seulement de cette phase-là du conflit, mais du conflit en général.

Marc : merci beaucoup Denis d'avoir accepté de participer à ce débat que tu avais d'ailleurs encouragé. Concernant l'historique, en très bref, Israël a été créé après le vote de l'ONU en novembre 1947. La guerre a été ensuite enclenchée dès 1948 avec les pays arabes environnants, qui n'ont pas accepté la création de cet État. Il y a eu ensuite la guerre des 6 jours en 1967, gagnée par Israël de manière très rapide et surprenante, et une autre gagnée aussi en 1973 mais plus difficilement. Et puis ensuite, un certain nombre de conflits ont affecté Gaza et puis on est arrivé au 7 octobre 2023, avec ses 1.200 morts et aussi ses 240 otages. Certains ont été libérés, d'autres sont encore vivants, d'autres sont décédés. Et puis des bombardements, des massacres depuis cette date, cela fait presque neuf mois. Je voudrais simplement demander à Denis comment est-ce qu'il vit cet enchaînement des choses, comment est-ce qu'on a pu en arriver là ?

Denis : bien on va essayer effectivement de faire un historique très ramassé, pas tellement pour donner des dates, mais pour essayer de comprendre comment nous sommes arrivés à ce conflit.

Globalement il y a deux manières de raconter ce conflit. Bien sûr ce sera un peu schématique. Si je prends la lecture on va dire arabe **palestinienne**, ou on pourrait dire de la gauche, de l'extrême gauche israélienne. Qu'est-ce qu'elle dit ? Et attention mon souci ici n'est pas de caricaturer, mais au contraire d'insister sur ce qu'il y a d'audible dans la thèse palestinienne et je ferai de même pour la thèse israélienne.

Si je prends la **thèse palestinienne** réduite à sa plus simple expression, elle dit ceci : il était fatal, il était prévisible que du moment où des Juifs à la fin du XIX siècle, venus quasi exclusivement d'Europe orientale, désireux de s'établir sur cette terre de Palestine, que cela se termine par l'exode, l'exil, la spoliation, la colonisation, et pour employer tous les mots, on ajoutera même génocide et apartheid. Voilà, ça ne pouvait pas être autrement. Il y avait quelque chose qui devait fatalement arriver dans la mesure, où à la différence des colonialismes d'exploitation qui présupposent le maintien d'une population autochtone, c'est-à-dire on les exploite mais on a besoin qu'ils existent, il y a eu cette sorte de colonialisme. Parce que si on les extermine tous, alors qui va faire les ponts, les travaux, les chemins de fer etc. ? Dans ce cadre-là, les autochtones sont en quelque sorte subversifs. Ils sont de trop. Et donc quand des juifs à la fin du XX° siècle conçoivent de venir s'établir en Palestine, ils sont fatalement, certains diront accidentellement mais en tout cas le résultat c'est que cette expérience-là devait donc aboutir finalement à ce résultat.

Et ce qui donne du crédit, une certaine pertinence et audience à cette thèse, c'est qu'effectivement l'établissement de l'Etat d'Israël, qui a pris la forme d'une guerre, s'est soldé par l'exode de près d'un Palestinien sur deux puisqu'il y en avait environ 1,2 million d'arabes en Palestine mandataire et que près de 750.000 se sont retrouvés à la fin de la guerre [en-dehors d'Israël], qu'ils aient été expulsés manu militari ou qu'ils aient été incités à partir par eux-mêmes « il y a la guerre, je préfère partir et puis je reviendrai ensuite ». Le résultat c'est qu'à l'issue de la guerre, ils n'ont pas été autorisés à revenir là où ils habitaient.

Et donc à partir de cette thèse-là, vous pouvez avoir 2 conséquences. La 1^{ère} c'est que comme ce mouvement est inspiré par une pulsion qui conduit nécessairement, fatalement, c'est inhérent au colonialisme impérialiste etc, et bien il faut soit en finir et c'est le fameux slogan « les Juifs à la mer ». Aujourd'hui, vous pouvez avoir des formules d'accommodement, à cause du rapport de force défavorable aux Palestiniens depuis presque un siècle. Les unes sont incompatibles avec la thèse israélienne, elles réclament, puisque c'est un mouvement colonial, par le retour de ceux qui sont partis. Les autres sont moins incompatibles avec la thèse israélienne.

La thèse **israélienne** est je dirais aux antipodes de cette première thèse. Elle inscrit le sionisme dans deux axes : un axe horizontal et un axe vertical. L'axe horizontal, c'est qu'à la fin du XIXe siècle, c'est un siècle où toute l'humanité, et on ne voit pas pourquoi les Juifs feraient exception, estime que sa sécurité, sa protection doit passer par la formation d'un État-nation. Personne n'y échappe ni les Sénégalais, ni les Maliens, ni les Brésiliens, ni même les Palestiniens. Tous se réclament de cette même veine qu'a léguée la France, qu'a léguée ensuite l'Italie, l'Allemagne, donc tous aspirent à l'indépendance nationale. Donc les Juifs à la fin du XIX siècle se disent qu'il leur faut un Etat, surtout dans le contexte d'un antisémitisme qui resurgit, qui n'est plus un antijudaïsme chrétien. [Le sionisme a en fait recommencé non pas avec les Juifs mais avec les Evangéliques américains au milieu du XIX siècle]. Cet axe est horizontal, c'est-à-dire faisons comme les Polonais, les Roumains, les Bulgares, les Grecs, les Français, à ceci près que, pour qu'on puisse faire comme eux, on a une condition particulière, c'est qu'il faut se rassembler puisque les Juifs étaient dispersés. Et c'est là qu'intervient l'axe vertical, c'est-à-dire l'histoire du peuple juif qui malgré sa dispersion a un enracinement originel qui est celui de la Terre Promise, en hébreu Eretz Israël, c'est-à-dire se rassembler pour se délivrer de la pression sociale, économique, politique de l'antisémitisme qui cherche à exclure les Juifs de la société, avec peut-être un certain pessimisme sur la capacité de l'humanité à apporter aux Juifs la sécurité et la tranquillité. Et alors c'en serait terminé de tous les problèmes, la haine, ce serait fini, avec un Etat.

Les Juifs consultent en quelque sorte leur histoire verticale et se disent que s'ils doivent se rassembler, bien évidemment que ça ne peut être que sur cette terre à laquelle tout le monde les associe et à laquelle nous-mêmes, nous nous associons. Si on prend le rituel du soir de la Pâque juive, il se termine par « l'année prochaine à Jérusalem ». A la cérémonie de mariage, on brise un verre en commémoration du 2nd Temple à Jérusalem. Et donc ces Juifs vont commencer à se rassembler dans cet espace là avec pour objectif de pouvoir s'y établir en Etat indépendant. Si ce n'est que, au même moment les Musulmans de l'Empire Ottoman, de langue arabe et également des chrétiens de langue arabe, vont eux-mêmes connaître cette mutation identitaire, c'est-à-dire qu'ils vont devenir des Arabes, de religion musulmane ou de religion chrétienne, et eux aussi considérer que ce qui offre protection, sécurité, c'est l'Etat-nation et donc leur 1^{er} adversaire est l'empire ottoman puisque celui-ci est là non pas au nom de l'Arabie, puisque les Turcs n'étaient pas des Arabes mais présents au nom du primat musulman.

Et ce qui va se passer à la fin de la première guerre mondiale, c'est que cette nation arabe va non pas connaître l'indépendance sous la forme d'un grand Etat arabe sur les ruines de l'Empire Ottoman, mais sur des espaces que les Britanniques notamment, vont diviser en créant une entité qui s'appelle le Liban, une 2^e qui s'appelle la Syrie, une 3^e qui s'appelle la Transjordanie, une 4^e qui s'appelle l'Irak, une 5^e qui s'appelle le Hedjah qui devenir l'Arabie Saoudite plus tard, et une 6^e qui s'appelle la Palestine. Et quand les Britanniques, comme les Français, vont obtenir un mandat, toutes ces collectivités arabes sont un peu déçues parce qu'elles disent : mais pourquoi on ne serait pas indépendant tout de suite ? Et on leur répond : c'est ça un mandat, on est là pour vous préparer à l'indépendance. Et ça va prendre une vingtaine d'années, puisqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne ne sont plus les super puissances qu'elles étaient auparavant.

En revanche, concernant ce territoire, je rappelle que ce ne sont pas les Juifs qui déterminent ses frontières, ni les Palestiniens, ce sont les Britanniques qui déterminent ce territoire qu'on va appeler la Palestine mandataire. Et là, les Britanniques disent que la vocation de leur mandat est non pas de préparer les Arabes de Palestine à l'indépendance, mais les Juifs de Palestine, parce que la Société des nations à cette époque-là avait eu le sentiment que, puisque les Juifs réclamaient leur autonomie, le

monde occidental devait l'accepter et offrir un foyer national juif. Et donc c'est en 1947 que les britanniques se sont retirés de tous les mandats qu'ils avaient, la France également, en Syrie, au Liban, en Transjordanie, en Irak. Il ne reste plus que la Palestine et là il y a un problème puisqu'on a deux populations, l'une de 600.000 habitants, les Juifs, l'autre de 1,2 million d'habitants, les Arabes de Palestine. Et l'ONU se demande : « comme c'est un petit territoire, est-ce qu'on les laisse ensemble ou pas ou est-ce qu'on préfère diviser le territoire en 2 ? » Et la formule qui l'emporte aux Nations Unies, c'est celle du partage en deux Etats. Or le leadership politique arabe de Palestine rejette ce plan de partage et une guerre commence. Israël proclame en mai 1948 sa déclaration d'indépendance, les pays arabes voisins entrent à leur tour dans le conflit et un conflit commence donc qui va connaître 2 phases. La 1ère est interétatique où les arabes de Palestine vont perdre le contrôle de leur cause. Ce sont les pays arabes, sous la houlette de Nasser et d'autres, qui vont essayer de le gérer jusqu'au moment où en 1967, Israël a mené une guerre victorieuse qui a fait qu'elle s'est emparée du reste de la Palestine mandataire mais aussi d'un territoire syrien (le Golan), d'un territoire qui était administré par l'Égypte (la bande de Gaza). Sadate estime qu'il a trop donné pour ce conflit et comme il a perdu le Sinaï, il dit : « écoutez on est prêt à reconnaître Israël et à ce moment, le conflit est terminé et il n'y aura plus jamais de guerre entre un pays arabe, son armée régulière, face à l'Etat d'Israël ». [Sadate récupère le Sinaï mais ne souhaite pas avoir le contrôle de Gaza dont la population semble trop difficile à gérer]. Désormais, le conflit va être porté par des organisations et notamment l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) qui se retrouve toute seule pour gérer le combat.

Alors la thèse israélienne dit ceci : le problème du monde arabe et de la Palestine c'est qu'ils ne peuvent admettre qu'il y ait dans le Moyen-Orient arabo-musulman, un État qui échappe à cette règle. Dans l'Etat d'Israël, certes il y a une minorité musulmane importante de 20%, mais il y a environ trois quarts de la population qui est juive. Et le conflit dure, non pas à cause d'Israël, mais parce qu'une grande partie du monde arabe n'admet pas qu'il puisse y avoir un Etat qui échappe à cette règle.

Et puis il y a une 2° chose, c'est quand on parle de colonialisme, d'impérialisme, en général, on ne fait pas dans la dentelle en termes de superficie. C'est-à-dire qu'on parle de centaines de milliers voire de millions de kilomètres carrés. Et l'un des arguments fondamentaux employés, c'est que ce fameux grand Israël, ce fameux colonialisme israélien par rapport à l'intégralité de ce qu'on appelle les provinces arabes de l'empire ottoman, il s'étend sur 25.000 km² si on additionne la Cisjordanie et la bande de Gaza à Israël. Ce que la communauté internationale conteste à Israël, c'est à peu près la taille de la Bretagne. D'où ce sentiment que ce n'est pas la dimension du territoire qui détermine le refus, mais c'est le fait même que des Juifs puissent être l'élément, non pas greffé sur les autres nations comme ça arrive dans le reste du monde où les Juifs se sont greffés sur les nations française, italienne, américaine, etc, mais là où ils sont l'élément dominant d'un Etat-nation. Et à la fin de la guerre d'indépendance, David Ben Gourion estime ne pas devoir réintégrer les 750.000 palestiniens qui se retrouvaient en dehors de leur foyer natal, qui à Gaza, qui en Cisjordanie, qui en Syrie, qui au Liban.

Cela montre la dimension psychologique et humaine du malentendu israélo-palestinien, les Palestiniens ont opéré un déplacement de 50 à 75 kilomètres. Ceux qui habitaient à Ashkelon, Ashdod, ils ont fait 20 km pour être à Gaza.

Et il est préférable, pense Ben Gourion, que ces Palestiniens se retrouvent dans des pays frères qui sont des pays arabo-musulmans, dans lequel il y a aussi des chrétiens. Ce sera bien évidemment douloureux pour la génération qui s'est arrachée, mais au final, il fait le pari qu'ils finiront peu ou prou par s'intégrer. Or c'est précisément à cause de la proximité qu'ils ne vont pas au nord du Liban, à Mossoul, ils vont seulement de l'autre côté de la frontière au sud Liban, en Syrie ou en Cisjordanie. Et justement les

arabes de Palestine se disent : il suffit d'une guerre victorieuse et on en aura fini avec cet abcès colonial, impérial, etc.

On a vu des réfugiés qui se sont intégrés là où ils étaient. Mais à partir du moment où ils n'ont pas été intégrés par les Libanais, les Syriens, l'UNRWA, à partir du moment où la mémoire palestinienne reste entretenue avec la volonté de réintégrer, en partie ou totalement, la partie israélienne, et l'on sait qu'au moment où près de 750.000 Palestiniens vont faire 50 km kilomètres, rarement plus 100 km tout au plus, au même moment vont arriver d'Europe centrale, orientale et occidentale, les rescapés de la Shoah et aussi 600 à 700.000 Juifs des pays arabes, dont la condition va fortement être altérée dans les pays où ils se trouvaient. Mais voilà, en 1977, non content d'avoir déjà mis un Palestinien sur deux en dehors de son foyer natal à la faveur de la guerre des 6 jours, Israël complète l'extension territoriale. En 1947, c'est 55% du territoire de la Palestine, qui est accordé à Israël. A l'issue de la guerre où elle a été agressée, l'ONU lui accorde qu'elle peut étendre son territoire jusqu'à 78% de la Palestine mandataire.

Et en 1967, elle acquiert 100% qui passent, soit sous domination de l'autorité militaire israélienne, soit sous l'autorité civile. Sur la question culturelle, si on était dans la culture des héros à partir de 1945, à partir des années 1980, on change de chaîne culturelle et on se penche désormais sur la victime. Et là où en 1948, dans ces guerres où il y avait plusieurs Etats arabes essayant d'étouffer ce petit germe qui venait à peine de naître, l'image va se transformer et Israël étant victorieuse, on va être en Europe, aux États-Unis, et même en Israël en partie, sensible à ce que la légitimité du cas israélien s'est opérée au détriment des autochtones qui se retrouvent pour une grande part d'entre eux des exilés, des réfugiés, sans accès à l'indépendance des Palestiniens (hormis les 2 millions de Palestiniens en Israël).

Et à tout le je dirais que du côté palestinien comme du côté israélien, chacun mène deux guerres en même temps. L'une qui est légitime, l'autre qui ne l'est pas. La guerre légitime que mène Israël c'est celle qui consiste à défendre son pré carré obtenu et que la communauté internationale lui a accordée [72% du territoire].

La guerre illégitime qu'elle mène, c'est la volonté d'étendre ce pouvoir-là sur l'ensemble de la Palestine mandataire, c'est-à-dire également sur la Cisjordanie et la bande de Gaza en tout cas jusqu'en 2005 [où Israël évacue la bande de Gaza].

La guerre légitime que mènent les Palestiniens, c'est qu'il n'est pas concevable qu'un Etat israélien puisse se faire à ce point au détriment de la revendication élémentaire d'un Palestinien, c'est-à-dire d'avoir lui aussi sa part du gâteau.

La guerre illégitime, selon moi bien entendu, c'est celle qui consisterait à dire que, comme l'Etat d'Israël est né dans le péché de la Nakba, puis de l'occupation de 1967, la seule justice concevable est celle qui consiste à les renvoyer, ou tout au plus d'en faire une minorité au service d'un Etat de Palestine tout puissant.

Il y a eu des massacres, il y a eu 500 villages qui ont été brûlés. Les Palestiniens avaient tout à fait le droit de rester. Quand il y a le plan de partage de novembre 1947, il n'y a pas un seul réfugié, il n'y a pas un seul massacre. S'il y a un massacre, c'est celui de Hébron ou ce sont les juifs qui sont massacrés. Là où je ne suis pas la thèse israélienne, c'est qu'ils disent, à partir du moment où vous avez refusé, les conséquences sont les bonnes.

Il y a eu 2, 3, 4 massacres, et tout massacre est horrible et là-dessus que ce soit le 7 octobre ou un autre, on ne va pas faire une hiérarchie de ceux qui seraient pires.

Edgar LALOUM intervient : je te remercie Denis parce que ce n'est pas facile de se mettre dans la peau des Palestiniens pour essayer de voir de l'autre côté, de comprendre aussi ce qui se passe du côté des Israéliens tués, et on sait très bien que ce n'est pas le même vécu, et c'est un vrai travail intellectuel, émotionnel. Entre 1948 et 1967, les choses se passaient plus ou moins harmonieusement. En 1963, l'Etat israélien a donné la nationalité israélienne à tous les arabes qui vivaient dans ce pays, alors qu'on avait vécu une guerre contre tout le monde arabe. En 1967, il y a cette guerre et cette victoire absolument inexplicable pour beaucoup de stratèges militaires. L'Etat d'Israël prend dans cette guerre le Sinaï qui ensuite a été rendu à l'Égypte, le Golan qui est plus ou moins un acquis, la Cisjordanie et Gaza que les Égyptiens n'ont pas voulu reprendre. Une victoire gagnée sur un plateau d'argent par une intervention qui pourrait être est divine, c'est un miracle.

C'est là que le problème devient extrêmement vif car la Cisjordanie, c'est le véritable territoire de la Bible pour les Juifs. C'est là qu'il y a les hauts lieux de la Torah, que ce soit Hébron, Bethléem, Bethel, Naplouse. Alors que Tel Aviv, Haïfa, Yafo, Saint-Jean d'Acre, qui font partie d'Israël, ce sont des lieux qui ne sont pas inscrits dans l'histoire juive. Que ces territoires-là soient remis entre les mains de l'État d'Israël [en 1967], pour eux c'est une action divine, et les rendre, cela aurait été cracher littéralement sur le visage de Dieu.

Denis : Est-ce qu'il faut donner une justification théocratique à quelque chose qui est éminemment politique ?

Il y avait un 1,2 million de Palestiniens sur place, qui avaient une vie agricole, étaient commerçants etc, qui avait des maisons dont ils étaient propriétaires et plein de villages.

On oublie toujours, quand on parle du plan de partage, que l'ONU donne 100% de la Palestine mandataire à l'Etat Juif, pas du tout. C'est bien 2 Etats dont l'ONU approuve la création. Dans le futur État juif, il y a une minorité importante arabe et dans le futur État arabe, il y aura une minorité juive relativement restreinte. Jaffa n'était pas inclus, Jérusalem l'était.

Les Juifs exultent parce que c'est ça qu'ils voulaient. Chacun aurait voulu les 100%, mais ils intériorisent l'idée que ça ne sera pas le cas. Mais l'on pressent que ça va se terminer par une guerre. Mais pour les arabes de Palestine, le fait même que l'Etat arabe de Palestine ne soit pas créé sur les 100% du territoire, c'était inconcevable.

La seule chose à laquelle ils étaient prêts, pas le Mufti de Jérusalem en l'occurrence qui était le nationaliste le plus radical, mais d'autres plus modérés disent : « nous on veut bien que ce soit un Etat arabe unitaire dans lequel les 600.000 juifs seront citoyens, mais attention et c'est là pourquoi ça a clashé, aucun juif du monde entier ne pourra jamais s'y établir ». Or toute la vocation du sionisme, c'était de pouvoir offrir à ceux des Juifs qui le veulent, la possibilité de se rassembler sur un territoire en paix. Donc à partir de ce moment-là, la proposition « vous serez une minorité », comme en France, aux Etats-Unis, ça pour les sionistes, ce n'était plus concevable. Et voilà le blocage est là. Pour les Palestiniens, cela aurait été admettre qu'il puisse y avoir un Etat qui leur échappe, même sans exproprier qui que ce soit.

Mais voilà, si le plan partage l'ONU avait été respecté, comme le disent beaucoup d'israéliens, sionistes ou non, toute cette histoire aurait pris un autre tour.

Question : on voit souvent toutes les cartes avec les différents confetti [d'un territoire palestinien]. Est-ce que, pour le partage de 1947, on connaît la carte qui était proposée ?

Denis : bien sûr, d'ailleurs deux tiers du territoire de l'Etat juif, c'est le désert du Néguev dans lequel aujourd'hui en 2024, il n'y a pas plus de 5.000 habitants tellement c'est désertique. On leur offre des territoires sur lesquels il y a des champs, des oliviers.

A l'ONU, avec les Britanniques, et entre les deux parties, il y a plein de négociations en 1936, 1944, 1945, 1946. S'il avait été dit non, il n'y aurait pas eu de plan. En 1936, il y a une proposition de partage : là les Juifs peuvent obtenir 17% de la Palestine mandataire. 17% pas les 55% qu'ils vont obtenir en 1947. Les arabes disent non pour 17% de la Palestine. Mais à partir du moment où l'on dit non, ça veut dire que c'est la force qui va l'emporter. En 1947 donc, on prévoit 55% et les Arabes de Palestine, quand la commission vient interroger, disent : « nous ne voulons pas parler à l'ONU puisque vous voulez partager le territoire. Pour nous il n'est pas concevable d'en céder une partie ».

Le paradoxe de la situation est intéressant car, jamais dans l'histoire, il n'y a eu une Palestine indépendante. C'étaient des autochtones qui vivaient sur place, qui avaient une conscience d'être Palestiniens, mais c'était déjà cela depuis cinq siècles d'empire ottoman. Mais là, les nationalismes arabes et juifs s'aiguisent l'un l'autre. Parmi tous les Palestiniens, vous avez une partie qui dit : « pas question d'accepter quoi que ce soit à un État juif » et vous avez une autre partie qui dit « écoutez ça se passe déjà assez mal pour nous depuis un siècle, il serait temps peut-être qu'on se rende à l'évidence qu'il y a un Etat d'Israël, même si on considère qu'il est colonial etc ».

On doit considérer que l'attachement des Juifs à la terre d'Israël, ce n'est pas un attachement colonial, mais c'est un attachement culturel à David, etc.

Les Juifs, ce n'était pas par rapport à l'affaire Dreyfus qu'ils se sentis juifs, c'était par rapport à l'histoire de l'antiquité. On a tous commencé au lycée à apprendre l'histoire des Hébreux et l'histoire des Hébreux n'a pas commencé en France et aux États-Unis mais dans cette région-là.

2/3 LA SITUATION ACTUELLE

[Une juive israélienne : avant, j'étais une juive de gauche favorable à un Etat palestinien. Depuis le 7 octobre, c'est fini].

Marc passe le relai à Béchir pour rebondir sur ce qui a été dit et aussi nous dire comment il a vécu des choses depuis le 7 Octobre.

Béchir : c'est très sympa parce qu'à chaque fois que tu fais une introduction Marc, il y a toujours beaucoup de sujets. Après 40 minutes, je trouve ces échanges ultra intéressants et ultra constructifs. Vous savez dans son livre « *La crise de la culture* », Hannah ARENDT dit que dans le processus de la formation de l'opinion, on n'est pas censé simplement interroger les différentes parties sur un sujet. On est censé se mettre à leur place, faire preuve d'une empathie suffisante pour pouvoir absorber leur regard.

C'est ce qu'a fait Denis en présentant ces deux versions de l'histoire et en expliquant singulièrement sa vision en tant que Franco-Israélien. Je trouve que c'est intéressant et forcément cela crée des résonances chez nous. Parce qu'on a aussi nos subjectivités. Mais je trouve que de l'entendre et d'entendre ce qu'a dit Edgar aussi, c'est essentiel pour bien comprendre ce qui se passe dans le conflit. C'est un premier point : cette nécessité de la «co», de la résonance.

Vous savez, quand on parle d'histoire, on a on cette vision finalement d'opposition entre les mémoires d'un côté, et les histoires de l'autre. La mémoire, elle est subjective, personnelle, etc. Là, on est dans un conflit où il y a deux histoires. Il y a deux vérités qui se conjuguent.

Je relisais le livre « **Histoire de l'autre** » traduction de Liana LEVI. C'est génial. Ce livre est essentiel, car pour chaque épisode du conflit, il y a la vision israélienne et la vision palestinienne. C'est préfacé par David CHEMLA. C'est essentiel et très utile pour comprendre l'histoire.

Maintenant sur le point - j'aime bien parce qu'on a toujours un moment « urbanisme et géographie / la taille du territoire ». C'est peut-être notre principal point faible parce que malheureusement, dans le discours politique, donc pas dans le discours qu'on porte ce soir, on va avoir tendance à minimiser pour les uns ou pour les autres, la légitimité du principe d'autodétermination. Or, l'enjeu de ce conflit, l'enjeu principal, c'est l'un des points dont le président Andrew Wilson dit : « le droit des peuples à s'autodéterminer », c'est l'un des articles de la déclaration universelle des droits de l'homme. C'est une des leçons principales de la seconde guerre mondiale. C'est la capacité, le droit d'un peuple, d'une nation à pouvoir se reconnaître, à pouvoir décider d'un gouvernement et d'un territoire.

Donc si petit soit-il, le conflit renvoie en nous à quelque chose de l'ordre d'un imaginaire, celui de la lutte contre les colonialismes, celui des questions de légitimité et en effet cette notion du plan de partage est essentielle parce que **pour le Palestinien, il est incompréhensible qu'on propose un plan de partage de chez lui.**

Mais le Palestinien en 1947 n'a pas un gouvernement organisé. La Palestine n'existe pas réellement en tant qu'État et Leila SHAHID, l'ambassadrice de la Palestine à l'ONU dans le livre « Quatre heures à Chatila » dans sa préface, a une très belle intervention et dit, en tant que représentante des Palestiniens dans les grandes instances internationales pendant des années, on a cherché à justifier qu'il y avait un État palestinien avant 1947 / 1948. Ce dont je me suis rendu compte au moment de Chatila, c'est **qu'en réalité l'État palestinien était né en même temps que l'État israélien.**

La différence entre peuple et État dans notre sujet est fondamentale. Le peuple, c'est la représentativité d'une population à l'échelle d'un territoire. L'État, c'est une autre définition. Lors de la Conférence de Montevideo en 1933, la définition est : « c'est un peuple, un territoire avec des frontières et un gouvernement qui dirige ce territoire et ces frontières et le peuple qui s'y trouve ».

La bataille qui se joue et la réflexion qu'on n'a pas réussi à régler depuis 60 / 70 ans, en fait un siècle, c'est : **Comment on fait pour que deux États, et non pas deux peuples, cohabitent ? C'est la solution à deux États qu'on n'a pas réussi à mettre en place.**

Concrètement, l'idée ce n'est pas de revenir sur « qui a massacré qui » parce qu'en fait, la réalité c'est qu'il y a forcément ces deux histoires-là. Nous, notre enjeu aujourd'hui, nouvelle génération ou autre, c'est d'essayer de réfléchir à comment on construit pour l'avenir ?

Évidemment il faut comprendre le passé et forcément le passé, c'est qu'aujourd'hui « *from the river to the sea* », c'est Israël. Le fait est que c'est une revendication du Hamas, mais que la manifestation aujourd'hui de « *from the river to the sea* », c'est Israël.

L'enjeu et la question qui doivent se poser au lendemain du 7 octobre et de ce retour absolument terrible, c'est véritablement : comment on revient sur cette notion des deux États ? Comment on fait ? Comment le droit vainc dans ce conflit ? Parce que la réalité, c'est que tant que le droit ne vainc pas, on est dans une logique de liberté. La liberté, c'est le non-droit. Vous connaissez Lacordaire : « entre le maître et le serviteur, entre le riche et le pauvre, entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est le droit qui protège ». Et tant qu'on ne réinstalle pas un droit international dans la région, forcément on se retrouve dans cette situation.

Donc, le 7 Octobre et maintenant !? Je vais vous dire. Moi, je suis entouré d'amis et de personnes juives. Moi-même, j'ai été profondément touché. Moi j'adore les festivals. J'aurais pu faire partie de ces jeunes qui étaient dans ce festival de musique ! Festival de gauchos ! J'aurais pu visiter l'un de ces kibboutz ! Pourquoi est-ce que la notion de terrorisme a fait débat ? Franchement je ne veux pas qu'on entre dans ce débat de sémantique : sioniste, antisioniste, terroriste, crime de guerre !

Simplement pour dire que pour moi ça a été un choc au même niveau que les attentats du Bataclan.

Dans les attentats du Bataclan, j'habite Place de la République, et pour le coup, j'étais profondément touché en tant que parisien, en tant que jeune qui aime bien sortir. Eh bien, le 7 octobre m'a touché de la même manière. Ça m'a ébranlé de la même manière parce qu'il y a cette dimension du terrorisme, de l'attentat, de cette remise en cause de l'humanité, de la dignité de l'autre. L'expression « humanité » renvoie à cette dimension universelle et forcément ça nous a beaucoup tous émus.

Émus de manière différente, forcément ! Moi je l'ai vu d'abord en tant que jeune français attaché au droit. Vous savez dans ces moments-là, il n'y a plus de droit avec l'effondrement des valeurs, c'est la vengeance. Pour moi le 7 octobre, c'est une vengeance et ce qui se passe après le 7 octobre est aussi une vengeance.

Commencer l'histoire au 7 octobre, c'est en réalité ne rien comprendre à ce qui se passe dans ce conflit.

En revanche, l'arrêter à tout de suite, considérer que l'histoire a commencé à partir des massacres des Gazaouis, c'est de la même manière, les renvoyer dos à dos. Je pense qu'il faut avoir une vision linéaire.

Ce que je veux dire, c'est que le 7 octobre est une abomination, une indignation, un crime de guerre, une inhumanité, du terrorisme et on peut tout dire dessus.

Ce qui s'est passé ensuite est à un même niveau d'horreur. Tu faisais la distinction au début en disant, 1.200 morts, c'est 100 Bataclan ! Et 40.000 palestiniens morts et alors tu disais, ce sont les chiffres du Hamas. Dans une note du Pentagone datée du 28 février 2024, le Pentagone estime que les chiffres du ministère de la santé du Hamas sont sous-estimés à 10.000 ou 15.000 victimes parce que ce ministère ne comptabilise que les victimes qui sont décédées à l'hôpital. Admettons que ce soit 50.000 morts palestiniens en 8 mois. Ce n'est pas 100 Bataclan, c'est 4.000 Bataclan.

Donc dans ce festival de l'horreur et dans ce bouleversement permanent, je ne vous cache pas et on en a beaucoup discuté avec Edgar LALOUM, Christine TAIEB et Patrick CONQUY au sein de l'Amitié Judéo Musulmane, on a cette incapacité à sortir de ces logiques comptables et des logiques profondément matérialistes. On n'arrive plus à reconnecter l'ambition de paix, la vision rationnelle qu'on avait du conflit depuis qu'il y a eu cet attentat du 7 octobre et depuis qu'il y a eu ces massacres. Voilà pour mon ressenti. Véritablement, ça a été un choc pour beaucoup de personnes. Ce qui se passe après est aussi un choc. Je pense qu'on peut rester sur cette phase subjective pour parler ensuite des solutions.

3/3 LES SOLUTIONS AU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN, LES SUITES POLITIQUES

Marc reprend la parole pour aborder le dernier volet des solutions.

Je vais me faire le porte-parole des questions que peuvent se poser pas mal des personnes qui s'intéressent à ce conflit. Certains disent : Gaza, on la décrivait comme une sorte de « **prison à ciel ouvert** » depuis pas mal d'années. (Vous savez que SHARON, premier ministre, avait évacué les colons de Gaza en 2005. Puis, il y a eu des élections en 2006 et la victoire du Hamas à ces élections. Le Hamas prend le pouvoir à Gaza et puis le Fatah prend le pouvoir en Cisjordanie).

Est-ce que finalement: cette cocotte-minute **ne devait pas exploser ?**

Et puis par ailleurs autre question : les frontières de la bande de Gaza sont bien entendu fermées avec Israël, mais il y a aussi une frontière avec l'Égypte qui a souvent été fermée. Pourquoi ?

Denis : cette cocotte-minute, c'est très paradoxal, parce que nous avons vécu sur cette idée qu'après le printemps arabe, la cause palestinienne était devenue marginale. Elle n'intéressait plus beaucoup de monde, on avait du mal à mobiliser autour d'elle.

Très clairement ce qui s'est passé le 7 octobre nous montre que le problème palestinien reste entier, intégral, avec un risque d'embraser le monde, d'embraser et de diviser les sociétés, de polariser les systèmes politiques- voir ce qui se passe autour de cela en France, aux États-Unis dans les universités.

Alors, ce que j'essaie de défendre, c'est de se dire que si on souhaite parvenir à une résolution du conflit, il faut que chacun d'entre nous, nous sortions d'une vision manichéenne du conflit.

Attention, cela ne veut pas dire être à 50 - 50. On a le droit d'avoir une inclination, comme celle exprimée pour le côté palestinien, ne serait-ce que parce qu'il est beaucoup plus démuni. Il n'y a pas d'Etat palestinien. Ils sont colonisés en Cisjordanie. Ils sont dans un état dramatique dans la bande de Gaza.

Néanmoins, sans remettre en cause l'inclination spontanée que vous avez pour les uns ou pour les autres, qu'elle soit liée à une identité confessionnelle ou non, à une attache de famille ou pas, etc. ... qu'importe, notre responsabilité aujourd'hui elle est la suivante, et c'est pour ça que je t'ai incité à faire cette soirée Marc, c'est que si on pense qu'on arrivera à un début de résolution, si on s'arc-boute à la justice absolue pour chaque camp, et bien que personne n'attende à ce moment-là de résolution du conflit. Quiconque me dit je suis à 100% pour la cause palestinienne, j'applaudis des deux mains, mais qu'il ne vienne pas attendre une quelconque solution.

Pourquoi ? Parce que le droit international, ce n'est pas un deus ex machina une sorte de Dieu. Vous savez c'est comme ça qu'on parvenait à résoudre les tragédies de Racine, de Corneille : au dernier acte hop, il y a quelque chose qui va arriver et qui va tout résoudre ! Cela, ça n'arrive pas dans le monde d'aujourd'hui. Attention, le droit international est une boussole qui peut nous indiquer vers quel objectif il faut arriver, notamment l'Etat-nation des Palestiniens. Mais quiconque pense qu'en étant 100% pour la cause d'Israël, et il y en a qui en France veulent rester 100% pour la cause palestinienne, continuez ! Moi, je ne suis pas directeur de conscience de ces personnes, mais au bout de cette identification à 100%, ils disent involontairement, inconsciemment : « la guerre jusqu'au bout ».

Parce que si on a 100% raison, alors l'autre doit disparaître d'une manière ou d'une autre. Je ne dis pas être 50 - 50, non, c'est trop compliqué parce qu'on a des identifications objectives, subjectives etc., il y a des situations humaines, etc.

C'est pourquoi j'insiste sur la responsabilité de nous tous. Parce qu'il faut bien comprendre qu'aujourd'hui, les Palestiniens sont convaincus à 100% de la justesse de leur cause et les Israéliens sont convaincus à 100% de la justesse de leur cause.

Globalement, l'état d'esprit des uns et des autres c'est qu'il n'y a pas de solution possible : « il veut ma perte » le 7 octobre, ou « les Israéliens veulent ma perte » avec ce qui s'est passé à partir du 8 octobre. Voilà l'état d'esprit dominant aujourd'hui. Venir demander de l'empathie à des Israéliens pour les Palestiniens : ils n'en sont pas capables. Demander de l'empathie à des Palestiniens sur le 7 Octobre, ils n'en sont pas capables non plus.

Donc vous voyez la responsabilité qu'on a ? Nous, on est capable parce qu'on est un peu loin, parce qu'on prend les choses avec un peu de hauteur, et tout le travail aujourd'hui c'est de penser du « en même temps ». C'est-à-dire qu'on ne peut plus être « pour les uns et contre les autres ». Il faut être pour les uns et comprendre le sens de la douleur ou de la difficulté des autres et faire la réconciliation.

Béchar : j'aime bien ce coming out politique de Denis CHARBIT (rires). Je suis plus ou moins d'accord avec ce que Denis dit. Le droit, en effet, ce n'est pas le tribunal. Cela ne doit pas être le pour et le contre, le bien et le mal. En effet, le droit est une boussole et je dirais même que l'Etat d'Israël tire principalement sa légitimité du droit. C'est la résolution de l'ONU et ce sont les Nations Unies qui reconnaissent unilatéralement l'État d'Israël. Et à l'époque, les Nations unies avaient raison de le faire. Il n'y avait pas de condition à cette reconnaissance.

Ce qui nous différencie tous les deux, en tant que partisans de la paix, c'est que j'appartiens à un camp historique qui réclame la reconnaissance d'un l'état palestinien. Reprenons l'expression de Mahmoud ABBAS dans un de ses ouvrages : « Au Moyen-Proche-Orient aujourd'hui, il n'y a pas un Etat de trop, il manque un Etat ». Et dire que puisqu'il n'y a pas eu de conditions sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël, il n'y a pas de raison que l'état palestinien ne soit pas reconnu de la même manière. Alors que Denis est plutôt sur une ligne de dire « la reconnaissance doit être l'aboutissement d'un processus ». C'est un point de divergence.

Mais on est tous les deux d'accord pour dire qu'il faut qu'il y ait une reconnaissance d'un État palestinien. Pourquoi cette reconnaissance d'un État palestinien est nécessaire ? Parce qu'elle pose des frontières. Parce qu'elle permet, au niveau des Nations Unies, aux autorités internationales, d'essayer de mettre en place un gouvernement de transition. Si on ne reconnaît pas l'Etat collectivement, on ne peut pas demander de créer un gouvernement sur un Etat et des frontières qui n'existent pas.

Les frontières se discutent. Il y a des personnes qui défendent l'hypothèse d'un pays plutôt d'un Etat unique binational. J'aime bien Denis quand on l'interroge là-dessus qui dit juste : posez vous la question : [qu'il y ait un pays ou un Etat unique binational] quel nom ? Quelle langue ? Quel drapeau ? C'est fini, il n'y a plus de débat sur l'Etat binational. Donc pour deux Etats, il faut se mettre d'accord sur les frontières. Ce n'est pas l'enjeu ici, on ne va pas essayer de les déterminer.

En revanche, là où je ne suis vraiment pas d'accord, c'est sur l'intérêt à la paix !

Pour moi, le 7 octobre est fondamental dans l'opinion publique israélienne. Parce que la réalité, c'est qu'il a une responsabilité de l'opinion publique et des Israéliens dans le fait d'avoir Netanyahu pendant 17 ans à la tête du gouvernement israélien. En plus, eux, ils ont eu le droit de revoter. Les Gazaouis n'ont voté qu'une seule fois pour un plein pouvoir. Donc, il y a quand même une relation à la démocratie qui est différente.

Ce qui se passe c'est qu'avant le 7 octobre, je crois - vous connaissez tous la théorie de la fenêtre d'OVERTON dans une opinion publique-, il y a des idées et des propositions qui peuvent parfois paraître dans un 1^{er} temps inacceptables, inimaginables et qui deviennent rapidement acceptables.

Dans le conflit israélo-palestinien, avant le 7 octobre et dans l'opinion publique israélienne, , il n'y a pas un impératif à la paix, il n'y a pas d'intérêt à faire la paix. La belle promesse de Netanyahu qui dit « on continue la colonisation de la main droite et on fait des accords d'Abraham de la main gauche » fait qu'il y a une normalisation et finalement ... ça va, il n'y a pas trop de problème ! C'est cette promesse qui tombe le 7 octobre. Et c'est-ce qui va incarner au mieux ce besoin de dire en réalité ce que disait le discours de SADATE à la Knesset qui pour moi est fondamental : « vous ne pourrez pas vivre en paix tant que vous continuerez à coloniser à côté ». Cette remarque s'impose. Ça devient le principe fondateur et dans la société israélienne, aujourd'hui, il y a un intérêt à la paix, parce qu'il y a des otages : ce sont les familles d'otages.

Nous, à l'AJMF Paris, on a reçu quelques jours après le 7 octobre des familles d'otages. Il y avait 5 ou 6 familles qui viennent en France pour rencontrer, entre le Ministère des affaires étrangères et le Président de la République, plusieurs organisations dont nous, donc nous étions très honorés. Nous, on était toujours touchés et on s'attendait à un discours martial, guerrier, violent. Or, en fait on s'est

rendu compte que le discours de ces familles d'otages était un discours pro-paix, pro-réconciliation. Je pense que c'est un élément dans l'opinion publique israélienne qui est fondamental.

Mon ami Ben Cramer, enseigne cette matière notamment à Sciences Po et à l'Institut Catholique de Paris, et parle de « polémologie ». Gaston Bouthoul a initié la polémologie : c'est essayer de construire la paix par une approche sociologique de la guerre, essayer d'étudier les guerres de manière scientifique. Je pense que le 7 octobre en cela, c'est peut-être la seule chose, le seul éclat de lumière dans cet océan d'obscurité : c'est que ça a créé dans l'opinion publique israélienne une nécessité à la paix. Je pense que sur ce fondement-là, Netanyahu en tant que responsable des massacres, ne pourra plus rester au gouvernement. L'enjeu n'est plus Netanyahu, l'enjeu c'est comment on se débarrasse du Hamas. Et cela, c'est plus compliqué.

Mais comme je le disais initialement, pour moi dans ces 2 camps, il y a ceux qui ont intérêt à la guerre et ceux qui ont intérêt à la paix. Si ceux qui ont intérêt à la guerre sont démonétisés, on peut les remplacer par ceux qui ont intérêt à la paix. Le problème, c'est que ceux qui ont intérêt à la guerre essayent de la poursuivre parce qu'elle est aussi la condition de leur maintien au pouvoir. On a tout l'enjeu de nous interroger sur cette réflexion-là. Je vous parlais de la fenêtre Overton : je pense qu'on est passé de l'impensable au niveau de la paix dans la société israélienne, à une idée qui est radicale, voire aujourd'hui qui est acceptable. Ce n'est pas encore raisonnable, la paix, parce qu'il y en a beaucoup dans la population israélienne qui sont « remontés ».

Autre point sur le droit. Je pense que c'est un élément important : il y a eu cette décision de la cour internationale de justice. La décision de la Cour internationale de justice n'a jamais dit « Israël est en train de commettre un génocide ». En revanche, la Cour internationale de justice prend une décision ultra intéressante sur un point : elle responsabilise l'État d'Israël sur le fait de garantir les droits des Palestiniens. Je pense que le 7 octobre, et ce qui a suivi, c'est l'ère où enfin on responsabilise. [Y a-t-il crime contre l'humanité pour chacune des 2 parties ?]

L'opinion publique israélienne est responsable quand elle élit des gouvernants qui font la guerre. On responsabilise l'État israélien par rapport aux Palestiniens quand on dénombre 40.000, 50.000 morts, ce qui est quand même, rappelons-le, terrible. C'est en cela que la Cour internationale de justice est intéressante.

En revanche, la situation qu'on vit depuis 5/ 6 mois, et je reviens au débat public en France, c'est une forme d'anéantissement des valeurs et des hiérarchies des concepts. Pour moi, l'expression « **génocide** », elle est tout en haut de la pyramide des normes, tout en haut d'une réflexion personnelle ou collective comme l'expression « **antisémitisme** ». Maintenant tout le monde est antisémite et il y a des génocides partout ! Je pense qu'à partir du moment où on n'est plus capable de hiérarchiser, on n'est plus capable de rétablir une échelle, forcément on casse les concepts, on désacralise et en réalité, on les vide de leur sens.

Sur la question du génocide : pourquoi est-ce important ? Parce que d'un côté, il y a la violence ontologique faite à Israël de dire que l'Etat juif commet un génocide. Il y a aussi presque un chantage de la part d'une partie des propalestiniens de dire « vous commettez un génocide », c'est presque un rayon paralysant. Je pense qu'on doit faire attention aux mots qu'on emploie et essayer de participer collectivement à abaisser la tension sur la bataille sémantique parce que cette bataille effondre notre échelle de valeurs.

Marc enchaîne en se tournant vers Denis : une question là aussi, en tant que citoyen de base : on peut comprendre la volonté d'Israël, après le 7 octobre, de combattre le Hamas, voire la volonté de l'éradiquer, même si on peut avoir des doutes sur l'efficacité. Par contre, de nouveau comme lors des précédents conflits, la communauté internationale, l'ONU jugent la réponse d'Israël « disproportionnée ». Et je ne comprends pas bien : pourquoi est-ce qu'il y a des gens qui ont faim, qui ont soif ? Il y a une vraie crise humanitaire à Gaza. Pourquoi est-ce qu'on voit que **des ONG, des**

journalistes, des locaux de l'agence France-Presse par exemple, qui ont été touchés par des bombardements. Est-ce que c'est volontaire ? Est-ce que ce sont des erreurs ? On sait bien qu'il n'y a pas de guerre propre et qu'il y a toujours des problèmes et des dérives, mais quand même. Bref, on a du mal à comprendre cette réponse qui dure depuis presque 9 mois, qui semble disproportionnée, pour la communauté internationale dans l'ensemble. Les États-Unis, pour la première fois, ont un vrai gap avec le gouvernement israélien.

Denis : Question difficile : je ne suis pas le porte-parole de l'Etat d'Israël, que cela soit clair ! Je crois que dans cette perspective d'interprétation non-manichéenne du conflit, il est d'autant plus difficile de répondre à cette question que, finalement, on ne dispose pas de toutes les informations nécessaires pour pouvoir évaluer correctement et exactement ce qui se passe là-bas.

Tu le dis avec certitude et je l'entends bien, il y a une famine etc. Finalement non, je n'ai pas peur des mots, mais il est à peu près certain que les gens ne mangent pas à leur faim. Quelle explication donner ? La question, ce ne sont pas les faits puisqu'on ne peut pas véritablement les établir. On pourra dans un an, dans cinq ans, savoir si c'était famine, oui ou non, si c'était un génocide, oui ou non. Nous verrons bien, je laisse cette question ouverte.

Là où on a une responsabilité, et encore une fois dans la perspective de l'après, c'est quelle explication on apporte ? Parce que, de deux choses l'une, ou bien on apporte l'explication génocidaire - ils veulent les exterminer tous, c'est l'intention -etc. C'est peut-être le cas, mais encore une fois, si on est dans cette interprétation-là, au nom de quoi on va vouloir une réconciliation avec les Israéliens puisque ce sont des bourreaux d'enfants ?

Ce que je dis, c'est qu'il faut essayer de comprendre pourquoi on a des chiffres aussi accablants. Je vais vous apporter deux réponses. Elles ne viennent pas déresponsabiliser Israël de la situation. L'idée de dire qu'il y a des boucliers humains comme on entend en Israël très souvent. Le Hamas se sert de boucliers humains. Je voudrais apporter un seul exemple. Prenez n'importe quelle guerre y compris la seconde guerre du Liban. Même des guerres dans lesquelles Israël était impliqué. Qu'est-ce qui se passe quand il y a une guerre dans un territoire donné ? Il y a la population civile qui en général a trois options possibles :

- La 1^{ère}, si on dispose d'un abri pas loin, c'est d'y aller et de se protéger des bombardements.
- La 2^{ème}, beaucoup plus fréquente, parce que des gens qui ont des abris ce n'est pas courant, c'est de dire : la guerre est au sud, donc je vais au nord. Prenez la 2^{ème} guerre du Liban. Pourquoi, avec les bombardements frénétiques du Hezbollah, il n'y a pas eu autant de civils morts que maintenant à Gaza ? La raison c'est que quand on est au sud-Liban et qu'il y a la guerre, on va à Baalbek au nord du Liban. On prend sa voiture, un taxi, son âne, on prend ce qu'on a, et on va vers le nord, là où on sait qu'il n'y a pas de combat.
- Et puis il y a une 3^{ème} option quand la guerre prend de l'importance, c'est le cas ukrainien : on va vers un pays voisin, et on se protège. Et attention cela ne protège pas tous les civils.

Je prends cet exemple pour dire que dans ce cas de la guerre de Gaza, aucune des trois options de fonctionne. Premièrement, parlons des abris Ah oui il y en a, mais c'est réservé uniquement aux combattants ! Pas un tunnel n'a été ouvert aux civils. Si vous pensez que le chef du Hamas ne le sait pas, vous vous trompez. Et , c'est exactement ce que disent les israéliens : « si le chef du Hamas ne se préoccupe pas des Palestiniens, qui est censé défendre les siens, pourquoi moi, je devrais m'en préoccuper ? » 1^{er} problème.

2^{ème} problème, le territoire de la bande de Gaza c'est 343 km². Donnez-moi une bande de Gaza avec 3.000 km² et vous allez voir que ceux qui sont au sud vont aller au nord, la guerre ayant lieu au sud, mais ce n'est pas le cas. Les Israéliens avancent et quand ceux du nord sont allés vers le sud et bien à un moment, ce sont ceux du sud qui montent à cause de l'exiguïté du territoire.

Et troisièmement, le pays voisin qui ouvre ses portes. L'Égypte est dans sa tradition depuis 1948 : pas un seul Palestinien n'est allé en Égypte. Ils sont tous restés dans la bande Gaza qui n'est pas un territoire égyptien. Et l'Égypte n'a pas réclamé Gaza puisque ça ne lui appartenait pas.

J'ajoute un quatrième facteur qui est un facteur israélien. Il y a une nouvelle donne notamment dans le monde occidental à cause de la sensibilité des opinions publiques particulièrement en Israël parce que les armées occidentales, lorsqu'elles font la guerre, ce ne sont pas vos enfants, ce sont des volontaires. Ce sont des gens qui ont choisi d'aller faire la guerre.

Vous savez combien il y a eu de morts français au Mali ? Je suis sûr que vous ne savez pas ! Pourquoi ? Parce que ce ne sont pas vos enfants ! Ce sont des gens qui ont décidé en leur âme et conscience de faire la guerre au Mali. Donc les morts français au Mali, ça passe ! En Israël ce n'est pas le cas. En Israël on est le seul parmi les pays démocratiques et occidentaux où **l'armée n'est pas professionnelle**.

Ce sont mes enfants, et mon fils fait actuellement son service militaire. Le résultat c'est quoi ? C'est que depuis 20 ans, là où en Israël en 1948, 1% de la population israélienne est décimée dans les combats : 6.000 sur 600.000. En 1967 : c'est la même chose. 1973 : même chose. À partir des années 2000, il y a une évolution politique, matérielle, ... qui est à l'image de ce qui se passe en occident, on fait la guerre et le premier objectif, c'est ce qu'on appelle en anglais « *zero death* ». L'objectif de la guerre, le premier avant l'éradication du Hamas, c'est qu'il y ait le moins de morts possible du côté israélien. On sait exactement quand ça a basculé en Israël où l'opinion publique a dit « attendez ! ». Ça s'est passé à Jénine en 2002. On avait envoyé 150 soldats prendre une maison, il y a eu 46 soldats morts. La population israélienne, ce jour-là a dit « attendez ! c'est un problème de faire bombarder la maison et comme ça vous épargnez les 46 morts côté israélien ? C'est ça la pression qui existe en Israël. Je vais vous heurter, vous choquer, vous scandaliser, mais il y a une chose que vous devez comprendre. Quand j'entends, je rencontre des étudiants, des hommes politiques, des membres d'associations comme vous, j'admire cette conviction profonde que vous avez tous ici qui consiste à dire « la vie d'un Israélien, et la vie d'un Palestinien, elle est égale ». Oui, je le dis : j'admire. Mais il y a une chose que vous ne comprenez pas et j'ai bien dit que je vais vous scandaliser. C'est que les Palestiniens ne pensent pas et les Israéliens ne le pensent pas. Un chef d'état-major quand il est devant une mère de famille israélienne, et ça peut être la même chose pour les Palestiniens, la mère lui dit « attention la vie de mon fils, elle vaut celles de 100 Palestiniens ». Aucun chef d'état-major n'est en mesure de la regarder droit dans les yeux et lui dire « non ». Parce que nous, on est dans une culture du conflit qui dure depuis 100 ans.

Pour les Israéliens et pas parce que ce sont des monstres mais parce que cette logique-là du « *zero death* » fait que, en général et peut-être pas 100% d'entre eux, ils vont dire : il vaut mieux bombarder et puis ensuite les tanks, les blindés, les fantassins etc. entrent dans le territoire. Ce n'est pas propre, ce n'est pas beau. Simplement c'est un **conflit existentiel**. C'est pour ça que les Palestiniens vont dire, les gens dansaient à leur rave-party etc, mais ce sont des soldats potentiels et s'ils ne sont pas eux des soldats, ce sont des enfants de soldats et leurs enfants seront des soldats. **C'est ça la logique de guerre dont on doit sortir et les uns et les autres**.

Cette vision pacifique, c'est le luxe d'une société qui ne vit plus en guerre depuis 1945. Ce n'est pas par hasard qu'en 1945, personne parmi vos parents ou vos grands-parents, n'a dit : il ne faut pas bombarder Dresde ! Parce qu'on est dans une logique de conflit et c'est pour ça que c'est dangereux. **C'est pour ça qu'il faut faire des efforts immédiats parce qu'autrement, on va à la catastrophe**.

Béchr intervient : je veux noter deux choses. La première c'est que j'accepte qu'on soit choqué par ce que vient de dire Denis, parce que je pense que cette subjectivité, elle est essentielle et je trouve que la question qui consiste à demander à un Israélien, pourquoi est-ce que son gouvernement tue des

journalistes ? c'est une question qui forcément ne peut appeler qu'une réponse comme celle-là et qui peut nous bouleverser, qui peut nous choquer.

Évidemment que la vie d'un proche, d'un très proche est plus importante que 1.000 vies d'un autre. Je veux dire, on peut avoir toutes les belles valeurs du monde, notre point de vue, notre subjectivité fait que Ça ne veut pas dire qu'on comprend, qu'on excuse, qu'on justifie parce que si on devait justifier ! D'ailleurs le propos est valable dans les deux sens,

Sur la question de l'échange des otages ou même sur la question des vies, 1.200 morts israéliennes pour 40.000 quasiment 50.000 morts palestiniennes, ça veut dire que c'est 1 juif qui est tué et on tue 45 musulmans derrière.

Je vous renvoie à notre perception à nous qui sommes réunis ce soir, parce que des génocides, des massacres, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, il n'y en n'a pas juste de l'autre côté de la Méditerranée, il y a les Yézidis, les Druzes, les Ouïghours ! Pourquoi est-ce qu'on est plus touchés ? Parce qu'il y a une proximité culturelle. Parce qu'il y a plus de journalistes. Parce que dans ces conflits-là, ce n'est pas que des Noirs et des Arabes qui s'entretuent. C'est vrai, quand c'est Omar Al Bashir et que ce sont des Noirs qui s'entretuent, ça fait trois lignes sur RFI à 23h15 et encore. Mais dès qu'il y a des Occidentaux qui sont en cause, dès que ça nous touche nous, plus ou moins directement, on se sent concernés.

On a tous ce malaise de se sentir davantage concernés par le conflit israélo-palestinien que par d'autres conflits, car il y a le débat, il y a la discussion. Dans le conflit Ukraine / Russie, la Russie a un argumentaire, une propagande etc. Non, on ne tue pas tout le monde, on détruit des ponts, on détruit des gens et puis ce sont des soldats assis sur des corps. Mais ce n'était pas des Ukrainiens gentils, ce sont des Ukrainiens nazis donc vous comprenez, on a le droit ! C'est que dans l'horreur, on réhabilite l'échange. C'est cela qui est terrible dans la situation.

Le sujet, c'est jusqu'où on va dans l'horreur ? Jusqu'où on la justifie ? Jusqu'où on l'explique ? Et Rousseau et Césaire nous indiquent que, s'il faut fermer les yeux sur une chose, on sera bientôt obligé de les fermer sur toutes et que l'horreur qu'on accepte là-bas, finalement on l'acceptera ici. C'est véritablement ça : il faut qu'on arrête de banaliser. Pour arrêter de banaliser, on est censé donner une méthodologie :

- La première chose : réhabiliter le droit
- Dire qu'il y a eu des morts, les quantifier, les qualifier
- Faire des enquêtes et remonter des preuves, des témoignages, pas dans la dimension subjective et irrationnelle comme on en a dans les boucles WhatsApp, Twitter ou Facebook. On a des vidéos les unes après les autres, avec les plus jeunes qui sont surconnectés derrière les écrans de manière permanente, c'est que ce sont des massacres que nous vivons au quotidien, matin, midi et soir. En effet, il va falloir, à un moment dire que ce sont des massacres et des crimes. Remettre le droit, mais ça n'est pas suffisant. Parce que la condamnation n'est pas suffisante. Parce qu'on doit construire la paix. Et là, je reconvoque Gaston Bouthoul et mon ami Ben Cramer qui a vocation à développer la polémologie. On doit construire la paix et la construire avec autant d'efforts qu'on a mis dans le fait de faire la guerre.

C'est-à-dire : apporter les preuves, réfléchir, essayer de trouver des solutions. Il me semble pensable d'imaginer aujourd'hui un plan de partage qui soit plus ou moins proche des frontières de 1960 ou d'avant 1967. Ça posera la question pour 600.000 à 800.000 Israéliens qui sont aujourd'hui sur des territoires colonisés, à savoir est-ce qu'on leur donne une nationalité palestinienne ou est-ce qu'on organise leur déplacement ? Il y a un débat à mener. Mais les ingrédients pour nourrir la paix existent.

Entre la reconnaissance du caractère obscur, l'horreur en droit et la construction de la paix, il y a ce que la chercheuse Kora ANDRIEU appelle la « justice transitionnelle ». La justice transitionnelle, c'est qu'après les grands massacres, après les génocides, ce sont les commissions « vérité et justice / réconciliation ». C'est : on objective, on entend les victimes, on leur permet d'échanger, de construire.

En Palestine, mon ami Edgar LALOUM me raconte à quel point on a, depuis des décennies, des organisations, des mères de famille, des femmes qui portent ce discours sur la paix. Dans ce clair-obscur, en effet, on voit jaillir une volonté, une nécessité d'aller vers la paix. C'est sûr que ce n'est pas suffisant. On n'est pas aidé par un contexte, je parle en tant que jeune Musulman en France, qui est celui aussi d'une banalisation et d'une forme de continuité entre l'hostilité qui est menée contre les Musulmans ici à Paris jusqu'à la guerre qui est menée là-bas en Israël. De même la guerre qui est menée aussi en Chine contre les Ouïghours en passant par la Birmanie. Il y a une communauté de croyants aujourd'hui dans le monde qui est massacrée, hormis le conflit israélo-palestinien, qui n'est finalement qu'un petit cas d'école de tout ce conflit global,

C'est véritablement qu'on se retrouve comme ça, ensevelis dans les préjugés. A chaque fois que j'interviens dans un débat entre le 7 octobre et début janvier 2024, l'une des premières questions qu'on me posait alors que je ne suis pas du tout lié au sujet, c'est : « est-ce que vous condamnez le Hamas monsieur Saket ? ». C'est terrible de se dire que moi, qui suis un enfant qui ait grandi dans le XVème et qui suis d'une culture très franco-française finalement, je suis renvoyé, essentialisé à ma croyance de Musulman, aux origines tunisiennes de mes parents ou à une identité quelconque.

Il y a nécessité pour nous, de redescendre au niveau des mots qu'on utilise. On abandonne « génocide », « antisémitisme », tout ça il faut que l'on arrête avec ces grands mots. Justement, il faut qu'on les resacralise et qu'on les conceptualise. Il faut qu'on arrête dans cette poursuite permanente de l'horreur, de la justification et de l'explication, il faut qu'on réadopte un peu de droit, il faut essayer de vraiment revenir sur un entre deux dans cette histoire. Il y a une vérité entre les deux et je pense que cette vérité, elle est finalement très raisonnable. Il faut s'interroger : c'est quoi les déclencheurs pour parvenir à un plan de paix et trois fois dans le passé, on a failli arriver à la paix. On n'y est pas arrivé et c'est terrible. C'est 1947, c'est Arafat, plus tard Arafat et autres.

Ce qui nous manque, c'est ce petit quelque chose : un verrou qui est chez nous, qui est ce racisme qu'on n'a pas déconstruit, qui est cette bataille qu'on a à mener ici en France et dans les pays occidentaux, une forme d'essentialisation des personnes, d'essentialisation des races.

Il y a quelque chose qu'on n'a pas résolu, y compris dans l'instrumentalisation des Juifs dans le débat public aujourd'hui. Au final, on se retrouve dans un débat public où on dit : « ok, eux ne sont plus antisémites, ils sont islamophobes, donc ça va ! » C'est véritablement, ce relativisme qu'on a chez nous qui, à mon sens, est l'un des verrous essentiels de ce conflit.

Au moment où il y a eu la résolution de l'ONU sur la reconnaissance des deux États, combien de pays ont voté ? Et combien d'États reconnaissent aujourd'hui l'État palestinien ? : la salle répond : « 145 ». « Effectivement vous êtes des experts ! » Et combien ont voté pour la reconnaissance de l'État palestinien ? C'est 80%/ 85% des États du monde. En termes de population représentée, c'est 7 milliards d'individus qui ont voté pour la reconnaissance d'un État palestinien, c'est 450 millions qui se sont abstenus et 450 millions qui ont voté contre.

C'est dire si justement, que le verrou se trouve chez nous ! Grosso modo, dans le milliard qui s'est abstenu ou qui a voté contre comme les États-Unis, les pays européens, etc., à l'exception de la France et de quelques autres : qu'est-ce que ça dit ? Ça dit qu'on a un enjeu occidental et qu'il y a cette nécessité aujourd'hui de garantir la sécurité en Israël parce qu'Israël doit continuer d'exister, parce qu'Israël est un État légitime, parce qu'on a besoin aujourd'hui, quand on voit l'explosion de

l'antisémitisme partout dans le monde, d'une terre où les personnes de confession juive ont le droit de vivre, de se développer, de s'émanciper, d'exister. Et c'est pour cela que l'état d'Israël est légitime. Il y a ce principe de l'autodétermination du président Wilson. Ce petit truc qui, un petit peu un caillou qu'on va entendre, sans doute, entre les Corses et les Bretons pour nous autres Français, mais qui est en réalité fondamental parce que c'est la condition en réalité du droit international. C'est la condition de ce que nous sommes les uns par rapport aux autres et c'est comment on le rétablit. On le rétablit aussi en faisant un travail sur nous-mêmes, en faisant un travail sur nos préjugés, sur notre racisme. J'ose le dire sur « notre » racisme.

Moi, je me suis senti ces derniers mois, marginalisé, stigmatisé. Et pourtant, je suis cadre supérieur, je travaille entre les ministères, l'Assemblée nationale et des plateaux télé, donc franchement, je ne devrais pas me sentir concerné. Et quand bien même, je fais partie de ceux qui ont fait des études parmi les jeunes musulmans, qui sont bien intégrés et qui sont très merveilleux et assidus et que le jour où Bardella est premier ministre, il m'utilisera comme symbole d'intégration et d'assimilation, parce qu'il estime que je suis assimilé alors que je suis né ici ! Et bien même si tout cela est juste, j'ai quand même ressenti un racisme, une stigmatisation, une marginalité. Je pense qu'il y a une continuité entre ce que nous ressentons ici, entre ce que nous Juifs aussi et Musulmans ressentons ici en France, la perception qu'on a du conflit et le fait qu'il y a un verrou et qu'il y a une incapacité à trouver une solution.

Ce qu'a dit Denis ce soir sur ce ressenti profond, je pense, nous éclaire. C'est pour cela que je suis vraiment très heureux d'avoir eu l'occasion d'échanger avec toi et suis très honoré. Denis a une ligne et une posture qui est si difficile à tenir, et personnellement, psychologiquement et culturellement, je tenais vraiment à le remercier, et à remercier Marc et l'AJMF, de nous avoir donné l'occasion de cet échange.

Marc invite la salle à poser des questions avant le mot de la fin tout en proposant de poursuivre les échanges pour ceux qui veulent dans le café en face du forum après.

Un intervenant fait deux remarques :

- « L'histoire peut-elle encore servir à quelque chose pour se mettre en ordre de bataille pour construire la paix dans ce monde ? Ma réponse est totalement négative. Pour moi, l'histoire ne sert, hélas, plus à rien ».

- « Sur la question de l'Occident, un texte quelques semaines après le 7 octobre, disait qu'Israël est un Etat d'exception, un Etat exceptionnel, donc il a des choix exceptionnels. Pour moi, c'est une défaite de la pensée. Je ne comprends vraiment pas ce qui se passe. Il y a tellement d'exemples en France, des intellectuels, des sociologues qui disent des choses extraordinaires du point de vue de leur propre pensée intérieure. Que se passe-t-il en Occident ? Pourquoi la pensée vrille-t-elle ? Merci ».

Martine Cohen intervient : merci à Béchir que je ne connaissais pas avant. Parce qu'il dit deux choses qui me semblent importantes : un, le droit international c'est la boussole, deux, il y a deux rayons paralysants : génocide et antisémitisme. Et ça, ce n'est pas du droit, c'est du ressenti et tu le sais.

Rayon paralysant, génocide et antisémitisme, ça veut dire quoi ? Quand on dit génocide sur Israël, ça veut dire qu'on sait qu'Israël on ne peut pas absolument le condamner comme génocidaire parce que c'est des juifs etc. Et donc quand on dit « génocide sur Israël », on continue d'exceptionnaliser Israël. Loin de dire Israël - c'est un Etat comme les autres, c'est un Etat génocidaire, au contraire on continue de l'exceptionnaliser. Idem sur l'antisémitisme. En France, le mot est utilisé à tort et à travers. Il est instrumentalisé par la droite et l'extrême droite et à gauche. Cela ne fait pas du bien aux Juifs. Ça ne fait pas du bien à tous les Arabes qui subissent aussi le racisme dont on ne parle pas assez.

Donc j'ai deux questions : en Israël comment on fait pour introduire un coin entre cette population majoritaire qui a souffert, qui continue de souffrir du 7 Octobre et Netanyahu : « arrêtez de vous

identifier à Nétanyahu. Dissociez-vous et débarrassez-vous de lui ! » Je n'ai pas trouvé les arguments. J'en voudrais bien un !

Une autre dame : mes élèves utilisent extrêmement facilement le mot génocide. Ça me pose problème parce que si les mots ont un sens, ce mot alimente la haine.... Il est extrêmement rare qu'il y ait un chemin de bienveillance et de paix.

Une représentante de Neve-Shalom – Wahat as Salam précise : Il y a des poches de paix dans tout le pays dont un village qui s'appelle Neve Shalom. C'est un village qui fonctionne dans l'esprit de la paix, non seulement pour les enfants du village mais pour les enfants des environs et qui organise des sessions de formation dans les universités auprès des jeunes actifs. Aujourd'hui, ils sont débordés de demandes, avec même des gens qui viennent de Macédoine. Il y a plusieurs écoles bilingues. Qu'est-ce que donnent les écoles bilingues ? Le respect de l'autre. Il y a « Oasis de paix » vous pouvez trouver le site internet facilement.

Patrick CONQUY pose la dernière question : ma question aura l'avantage d'être courte. Pour faire la paix il faut être deux. Quels sont les interlocuteurs israéliens ? Ceux-là on les connaît ! Quels sont les interlocuteurs palestiniens ?

Marc reprend, **les solutions pour deux États, c'est assez simple et elles sont bien connues**. Il y a des territoires, il y a des colonies bien sûr, [il y a la colonisation qui continue] il y a Jérusalem-Est, il y a au moins Abu Dis et ensuite, le problème est **la volonté politique pour partager le territoire**. Il faut la volonté politique et le problème, elle qu'elle n'est pas là.

Béchir répond en premier à une dame. Moi, je ne sais pas sur quel fondement je peux comparer les attentats du 7 octobre avec le caractère terrorisant de l'horreur, de ce temps court dans lequel il y a ces images, etc. Mais je ne vois pas comment vous trouvez ça pire que les visions qu'on a avec 40 ou 50 fois plus de morts.

En revanche cela veut dire que nous, les partisans de la paix, on les place disons au plus haut niveau de l'horreur en disant que ce sont des horreurs comparables, et ça nous permet d'avancer. Si on est dans la subjectivité, on est encore dans le conflit et si on est dans le conflit, on n'est pas dans la paix.

Sur la vision des lumières, je n'ai pas du tout la vision d'un croyant quand je parle des lumières. Quand je pense aux lumières, c'est cette phrase d'Eluard : « la lumière toujours est toute prête de s'éteindre, mais le printemps renaît qui n'en a pas fini ». Je pense que ce qui est arrivé est terrible, mais qu'il y a un printemps qui peut renaître. En tout cas, ce sera nécessaire et c'est dans le cycle de l'histoire.

Marc remercie Béchir et donne la parole à Denis qui conclut.

Je voudrais commencer par cette dernière question sur les interlocuteurs. Je n'invente rien mais il va de soi que si dans les 3 mois, 6 mois, un an, se tiennent en Israël des élections générales et qu'à l'issue de ces élections générales Nethanyahu parvient à remporter et à reconstituer la coalition sortante qu'il a formé en décembre 2022, il n'y aura pas de jour d'après, pas de solution politique au problème.

De la même manière cela veut dire que pour qu'il y ait une perspective, il faut que cette direction-là soit dégagée par les électeurs. Vous allez me dire est-ce que c'est concevable ? On a des instituts de sondage très fiables. Mais il faut bien comprendre que si d'un côté Netanyahu est perçu par une grande majorité de la population, y compris des gens qui ont voté pour lui lors des précédentes élections, comme celui qui doit partir, c'est tout simplement parce qu'il était le premier ministre le 7 octobre. Ça aurait été hier Lapid qui est plutôt centriste, on aurait dit Lapid doit partir. C'est comme ça en démocratie, c'est comme ça dans une entreprise. Si à un moment il y a un crack, le chef d'entreprise est tenu pour responsable.

Vous allez me dire, avec une donnée pareille, on va vers le départ de Netanyahou. Seulement voilà et c'est là où je ne vous vends pas un film à l'eau de rose, le narratif qui l'emporte aujourd'hui massivement en Israël, c'est que les Palestiniens, j'ai envie de dire **enfermés dans leur sentiment d'injustice d'un siècle, disent « nous n'accepterons jamais un compromis quelconque avec les Juifs »**. Ils le refusaient en 1947, ils l'ont refusé à Camp David en 2000 et ils continueront et persisteront à le refuser. Vous comprenez bien qu'un raisonnement pareil, ça coupe l'herbe sous les pieds de gens comme moi et de ce qu'on appelle le camp de la paix.

Alors vous entendez « il doit payer parce qu'il était le premier ministre le 7 octobre », « parce que c'est lui qui a accepté que le Qatar finance [le Hamas] et qu'il n'a pas vu que cet argent, au lieu d'aller aux fonctionnaires, au lieu d'aller à la population, allait pour construire des tunnels et des roquettes etc ». Pour les Israéliens, un 7 octobre qui aurait eu lieu à partir de la Cisjordanie aurait été bien mieux compris que le même 7 octobre fait à partir de la bande de Gaza. Parce que la bande de Gaza, bien sûr il y a le blocus, des conditions difficiles, 343 km², deux millions de personnes, c'est très difficile. Mais néanmoins, ce qui se passait à Gaza était ce qu'il y avait de plus proche d'un État palestinien puisqu'il n'y a pas de colons et il n'y a pas d'armée israélienne. Et qu'est-ce qu'ils font de cette situation-là ? Effectivement, parce qu'il faut dire les choses, la tragédie du 7 octobre commence le jour où le Hamas fait un coup d'État et renvoie avec cruauté les leaders du Fatah [en 2006].

Là je vais vous dire quelque chose qui va vous surprendre. Vous savez à qui j'en veux moi ? Je n'en veux pas à Netanyahu, j'en veux à Ehud OLMERT qui est un centriste, parce que le jour où il y a eu un coup d'État, ce qu'aurait dû faire Ehud Olmert, Premier Ministre, c'est envoyer l'armée israélienne pour déloger le Hamas. Parce qu'à partir du moment où le Hamas est à la tête de la bande de Gaza, il n'y a plus d'élections, il n'y a plus de liberté démocratique, il n'y a plus de LGBT, c'est une société totalitaire, la dernière dans laquelle vous aimeriez vivre. Et c'est eux qui sont à la tête de la bande de Gaza. On a estimé qu'on ne devait pas intervenir, parce que si on l'avait fait, Mahmoud ABBAS aurait difficilement pu s'occuper des choses.

Quand vous avez d'un côté une partie qui dit Netanyahu c'est terminé, mais que d'un autre côté, le narratif qui l'emporte, c'est la méfiance : « Ils n'accepteront jamais un État d'Israël » et ce n'est pas parce qu'au lieu qu'Israël s'étende sur 25.000 km², il va s'étendre sur 20.000 km² carrés parce qu'il se sera retiré de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Allez dire à un Israélien : « c'est certain que les palestiniens vont dire Ah, vous vous êtes retirés de la Cisjordanie, il n'y a plus de colonisation, bravo les israéliens ! On vous reconnaît et on signe un traité de paix » !

Quand j'entends des journalistes et que je parle avec eux ou à des commentateurs « oui la solution à deux Etats... » comme si on avait interrogé les Palestiniens sur leur volonté absolue. Non, c'est une volonté qui doit être partagée : oui peut-être c'est bien mais quoi ? Ils va renoncer à Haïfa, à Yafo, aux villages, aux 500 villages qui ont été détruits ! Si on est dans une logique de ressentiment parce qu'il y a eu des massacres, c'est la guerre jusqu'à la fin des temps.

C'est là où je réponds maintenant sur la question : « A quoi sert l'histoire ? ». Je comprends le désarroi. Quand on commence à raconter l'histoire, on a affaire à deux narratifs qui sont dans un clash et finalement qui ne servent à rien ? Moi, je plaide pour une histoire qui peut rendre complémentaire les deux narratifs. Mais c'est très difficile parce que la tendance initiale, c'est d'embrasser la sienne et de considérer que l'autre, elle n'a aucune légitimité. « Vous êtes des colonialistes, vous n'allez pas me la raconter. ». Quand on leur dit « oui mais il y a eu la Shoah », il y a la réponse « La Shoah c'est Hitler [Européen]. Ce n'est pas le mufti de Jérusalem ». Mais si tout le récit, c'est les bons contre les méchants, l'histoire manichéenne, la paix il n'y en aura pas. Si on est convaincu que l'autre, c'est Hitler, et actuellement c'est ça, **les Palestiniens considèrent qu'Israël, c'est Hitler, et les Israéliens considèrent que les Palestiniens, c'est Hitler**. Et avec Hitler, on ne fait pas de compromis. On ne signe pas une paix à deux Etats. On l'extermine. Vous voyez le boulot qu'on a à faire !

La deuxième question : qu'est-ce qu'on fait pour Netanyahu ? C'est là où on a un problème. On a des partis de gauche qui ont fait la fusion. Maintenant, il y a leur congrès etc. Si on veut que cette opposition-là redevienne une position considérable et qu'elle parvienne aux affaires, vous savez à quel argument on va les exposer en permanence, c'est « vous êtes formidables mais vous parlez tout seul ». Le seul moyen, regardez la responsabilité que ça implique, c'est de convaincre la population israélienne [de sortir du cercle vicieux]. C'est le propos de mon fils quand je l'ai revu pour la première fois au mois de décembre. Il m'a dit « bon, on va faire la guerre, et alors, et après ? Ils vont refaire un 7 octobre ? Et on va leur retaper dessus ? Et ils vont refaire un 7 octobre ? Comment on en sort ? »

C'est vrai que quand on paye très cher le conflit, et là les israéliens, ils ont payé très cher le conflit, (la 1^{ère} Intifada ou la 2^{ème} Intifada, ça n'a pas coûté autant que cela aux israéliens), il y a un petit fil, mais ténu, qui laisse entendre qu'il vaudrait peut-être mieux s'arranger.

Les Palestiniens ont également payé très cher quantitativement, mais en tout cas dans le droit, on connaît cette distinction entre l'homicide volontaire et l'homicide involontaire. On peut dire « quand vous savez que vous allez bombarder, vous ne voulez pas que des Palestiniens meurent mais le résultat c'est qu'ils meurent ». J'ai envie de dire que pour moi oui, ça ne compense pas le 7 octobre, mais cette idée que c'est un homicide involontaire, ça me paraît déjà un argument un peu plus compliqué à tenir.

Je reviens sur la proposition pour que ces deux partis-là, qui ont fusionné maintenant, pour qu'ils deviennent crédibles en Israël, il faut une chose. Ce n'est pas de faire congrès sur congrès, c'est un leader palestinien qui vienne dire [d'accord]. Là, les israéliens diront « Ah ! Ah ! ». Parce que la grande faiblesse de la gauche israélienne c'est ça ! : « vous parlez entre vous. On va faire deux Etats. On va se retirer. On va liquider les implantations. On va aider, et qui est de l'autre côté pour vous dire qu'il est d'accord ? »

Il y a deux leaders palestiniens actuellement qui sont capables de, comme on dit en anglais, « *to deliver* ». C'est **Marwan Barghouti** parce qu'il a la légitimité de celui qui fait de la prison depuis 20 ans, qu'il a été négociateur d'Oslo. Parce que ça ne suffit pas d'être un leader, lui il est leader charismatique. Il a annoncé qu'il est à la disposition de l'histoire pour remplir le rôle qu'elle voudra bien lui confier.

Mais il faut également un autre leader, d'une autre trempe et il y a un nom, il s'appelle **Salam Fayyad**. Il était le premier ministre de l'autorité palestinienne de 2007 à 2013. C'est lui qui a mis de l'ordre, dans les services de sécurité qu'Arafat avait multipliés en divisant pour mieux régner. Lui, il a mis de l'ordre : et regardez, ils n'ont pas bougé ! Ils ont continué à maintenir l'ordre même maintenant. Et Salam Fayyad c'est un expert palestinien de la Banque mondiale, c'est le technocrate. Ce sera l'interlocuteur d'Israël et des Américains, associé à un leader charismatique pour les Palestiniens qui pourra regarder les Palestiniens en face. J'ajouterai d'ailleurs qu'il y a 143 pays qui ont reconnu la Palestine, mais sachez que pour les Israéliens, il peut n'y avoir que les États-Unis qui reconnaissent Israël et la situation d'Israël sera pourtant toujours bien meilleure que celle des Palestiniens.

Parce que là, on est dans du symbolique, 143 pays qui reconnaissent la Palestine, c'est nul pour un Palestinien. C'est gentil, ça fait plaisir, c'est sympathique, c'est symbolique. Mais ça ne va pas plus loin. Ce qu'il faut effectivement, c'est un leader charismatique et un leader qui soit technocrate, c'est-à-dire qui sache faire des affaires, du business, et c'est effectivement retravailler la conscience des Palestiniens et des Israéliens.

C'est un long travail qui ne peut être fait que si, je donne un exemple, la France reconnaît l'État de Palestine et, le même jour, elle décide de transférer son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem. Et là, les deux seront sonnés. « Il a fait ce que je voulais, mais l'autre aussi, il a eu son joujou ». Et c'est ça, c'est ce « en même temps-là » qu'il faut développer. Autrement on ne s'en sortira pas.

Dernière question : quels leaders en Israël ? Actuellement vous avez les leaders qui sont au bord de pouvoir : **Benny Gantz** et **Gadi Eisenkot**. Je plaiderais plus pour Gadi Eisenkot qui est un ancien chef d'état-major de l'armée, pour deux raisons. D'abord parce qu'après la « tondeuse à gazon » qui s'appelle Netanyahu qui fait du bruit tout le temps, on a besoin d'un taiseux, et c'est un taiseux qui ne parle pas beaucoup. Les Israéliens ont besoin de quelqu'un qui ne leur parle pas tout le temps. La logorrhée Netanyahu : c'est plus possible, c'est invivable.

Comprenez d'où on part. **Aucun leader israélien aujourd'hui ne peut déclarer qu'il est favorable à un État palestinien. Parce qu'être favorable à un État palestinien, ça veut dire qu'on recrée la même situation que dans la bande de Gaza : on enlève toutes nos implantations et les Palestiniens sont à nos portes.**

Retenez encore une fois l'exiguïté du territoire. Si vous n'intériorisez pas, vous ne comprenez pas. Donc ils s'avanceront masqués et, ce qui permettra aux Israéliens d'abonder dans ce sens, c'est de ne pas réduire la négociation au duel ou au duo israélo-palestinien, mais de **l'intégrer dans une reconnaissance générale au centre de laquelle il y a l'Arabie Saoudite.** Et là, on va devoir discuter avec les Palestiniens, ceux qui ont fait le 7 octobre, ça va être dur, mais d'un autre côté, regardez ce qu'on gagne « en même temps ».

Avant l'initiative arabe, c'était d'abord l'Etat Palestinien, ensuite on va obtenir la reconnaissance d'Israël. Là c'est « en même temps ». En Israël, on leur dit : vous savez, ça y est, ils sont reconnus par l'ensemble du monde arabe, y compris l'Arabie Saoudite etc. Israël peut dire « bon il y a encore le Hezbollah » parce qu'attendez, si c'est terminé avec les Palestiniens, vous avez encore l'Iran qui va torpiller l'accord. Vous avez le Hezbollah qui ne va pas être d'accord, qui va torpiller l'accord. Quand les Palestiniens seront prêts à le faire, vous aurez sans doute le Hamas qui ne sera pas d'accord. La différence c'est que le Hamas est affaibli, alors que le Hezbollah lui reste toujours avec son arsenal.

A propos de Neve Shalom Comment dirais-je, j'ai des amis qui habitent là-bas donc je sais de quoi je parle, j'ai une immense affection pour ce type d'entreprise, pour les écoles bilingues dont vous avez parlé, Vous savez c'est un peu comme les kibboutz dans le système économique israélien. C'est une élite, ce sont des gens formidables, ils ont beaucoup de boulot aujourd'hui tant mieux j'en m'en réjouis. C'est très important mais il faut que ça passe au politique.

Il y a un exemple que je veux apporter en une minute. Vous ne le savez pas parce que vous ne savez pas tout ce qui se passe en Israël. Aujourd'hui, dans une très grande partie des écoles hébraïques, les écoles juives, laïques, il y a un personnel pédagogique juif et arabe. Et il y a eu ce même phénomène avec le 1er jour, [le personnel arabe dit] : « je condamne le Hamas. Le 2ème jour « je condamne le Hamas ». » A un moment il finit par dire : « attendez, pourquoi vous pensez, moi, qui travaille avec vous main dans la main, je suis prof d'histoire, de science, toi tu es prof de physique et on travaille pour des élèves juifs, pourquoi vous imaginez que, travaillant avec vous depuis 5, 10 ou 15 ans, je peux vouloir le Hamas [au pouvoir]. Le Hamas c'est tout ce que je déteste dans l'islam. Ils n'ont pas peur de le dire parce qu'en Israël, la liberté de parole existe. Peut-être moins aujourd'hui parce que nous sommes dans un climat de guerre ! Mais ces initiatives-là sont très importantes.

C'est la musulmane de Jaffa ou de Haïfa, qui est une excellente prof de physique ou de maths, et les parents d'élèves sont super contents de cette prof-là. C'est ça la réalité d'Israël aujourd'hui. Rappelez-vous ce ne sont pas des soldats professionnels, ce sont nos enfants qui sont à la guerre là-bas. Elles savent parfaitement qu'aucune de ces profs juives, dans ce climat difficile, ne va lui demander « tu as de la famille à Gaza ? tu as des bonnes nouvelles de tes oncles ou de tes cousins qui sont là-bas ? ». C'est ça la réalité en Israël.

A propos de la solution à deux États : elle était enterrée, elle était au dixième sous-sol du cimetière.

Ce qu'on a aujourd'hui, c'est que le cadavre est sorti, il n'a pas encore ouvert les yeux. On a deux sociétés qui sont gonflées à bloc contre une solution politique. Mais il y a le traumatisme des Israéliens et des Palestiniens.

Il faut savoir qu'il y a de part et d'autre des gens qui ne veulent pas de ce dialogue, qui veulent la guerre à outrance. Comme il y a un traumatisme alors peut-être il y a une chance que les gens disent qu'on aura des leaders palestiniens à côté de leaders israéliens, ça a déjà existé, ça s'appelait **l'initiative Nusseibeh-Ayalon**. Un Palestinien, pas n'importe lequel, qui est une grande autorité intellectuelle, pas politique. En 2005, on a fait signer un million de personnes en Israël pour l'initiative de paix parce qu'il y avait deux leaders [c'est l'équivalent de 7 millions de personnes en France. Peut-être qu'à ce moment-là, des Israéliens se diront « c'est bien gentil, le grand Israël mais jusqu'où et jusqu'à quand [on continue à se battre]? ».

Là, on commencera peut-être à considérer que finalement les Palestiniens, ils veulent exactement ce que je veux : c'est-à-dire que mon enfant aille à l'école, apprenne un métier, se marie, soit heureux etc. On n'en est pas là parce qu'aujourd'hui, les Israéliens considèrent que les Palestiniens sont des monstres et les Palestiniens considèrent que les Israéliens sont des monstres.

Vous avez, et nous avons, un travail à faire là-dessus, ça suppose d'être moins sûr de son engagement pro-israélien et moins sûr de son engagement pro palestinien. Merci beaucoup.

Marc termine la soirée : merci beaucoup à Denis pour ton temps supplémentaire. Merci beaucoup à Béchir. Merci à tous.

Je crois que nous avons réussi à dialoguer dans la passion mais la sérénité.

Continuons les échanges informellement dans le bar-restaurant en face du Forum 104 !